

METTRE FIN À L'ÈRE DES MINES

« Les gens affamés ne peuvent pas se payer le luxe d'avoir peur »

Angola, 2004

Au village Bairro Fatima, sous les rayons du soleil matinal, quatre paysans travaillent dans un champ en faisant très attention. Aucun d'eux ne parle. Environ 200 mètres plus loin, une clôture aux barreaux rouges et blancs et des panneaux signalent la présence de mines. Vingt démineurs sont accroupis et fouillent le sol, aussi attentifs à ce qu'ils font que les paysans.

« Auparavant, nous cultivions aussi cette zone », explique Paolo Kupua en désignant le champ de mines. Âgé d'une soixantaine d'années, Paolo Kupua est l'un des agriculteurs de Bairro Fatima, localité située tout près de Huambo, l'une des plus grandes villes de l'Angola. « Les mines ont causé beaucoup de problèmes. Par ici, beaucoup de gens ont eu un ou plusieurs membres arrachés par une mine ».

Les démineurs sont à l'œuvre depuis janvier pour nettoyer ce champ de mines. À ce jour, ils ont trouvé et détruit 369 mines antipersonnel mises en place pour protéger l'aéroport de Huambo pendant la guerre. Longtemps, ces engins ont empêché les gens de Bairro Fatima de cultiver leurs terres fertiles. Les incidents se sont succédés au fil des années ; le dernier en date a coûté la vie à une femme qui essayait d'agrandir son champ en défrichant une partie de la zone minée. La femme a été tuée par la mine dont elle avait déclenché l'explosion en la heurtant avec sa pelle.

« Je n'ai pas peur, parce que j'ai faim », affirme Teresa Chilombo, une fermière de 56 ans qui vit à Bairro Fatima avec ses neuf enfants. « Les gens affamés ne peuvent pas se payer le luxe d'avoir peur ».

Quand les 20 démineurs de l'ONG britannique Halo Trust auront achevé leur tâche, dans deux ou trois semaines (cinq mois après le début des travaux de déminage), 20 familles de Bairro Fatima pourront recommencer à cultiver du manioc et des patates douces sans risquer d'être victimes des mines.

Lenteur du processus

Halo Trust, qui a débuté ses opérations en Angola en 1994, est maintenant l'un des plus grands organismes de déminage travaillant dans le pays. Actuellement, l'ONG emploie près de 400 démineurs qui travaillent dans quatre des 18 provinces du pays, équipés de détecteurs de métal, de sondes et de pelles. D'autres démineurs utilisent des moyens mécaniques de déminage tandis que d'autres encore s'emploient à détecter et à marquer les zones minées.

« Certes, c'est un processus très lent, mais le travail doit être parfait », témoigne Domingos Justino, le chef des opérations de Halo Trust dans la province de Huambo.



Kuito, Angola. Champs de mines suspects sont détectés puis déminés manuellement. AO-D-00144-15 • © CICR/GRABHORN, Paul

« Si les travaux ont ralenti, c'est en raison du manque d'informations sur l'emplacement des mines », explique Gerhard Zank, le directeur du programme de Halo Trust en Angola. Au cours de la guerre qui a ravagé le pays pendant près de trente ans, divers acteurs ont employé des mines sans que l'on sache, à ce jour, en quelle quantité. Certaines mines ont été mises en place pour protéger les infrastructures militaires et économiques ; beaucoup ont également été posées sur les routes, dans les champs et près des sources d'eau, afin d'interdire l'accès de certaines zones utilisées par la population civile.

Outre les mines, un nombre indéterminé de restes explosifs de guerre – des engins non éclatés tels qu'obus de mortier, grenades et bombes larguées – menace également la population.

Nécessité d'un financement

« Hélas, les zones dangereuses ne sont souvent découvertes que lorsqu'un incident se produit », indique Gerhard Zank. « Comme beaucoup de routes ont été minées, l'un des principaux problèmes est de pouvoir accéder à une région présumée polluée afin de détecter et ensuite, de nettoyer les champs de mines ».

En raison du manque généralisé d'informations dans de vastes régions du pays, il est difficile d'estimer le temps qu'il faudra pour débarrasser tout le territoire angolais



des mines qui le polluent. Or, en vertu de la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel, ratifiée par l'Angola en 2002, toutes les zones minées devraient avoir été nettoyées d'ici 2012. HaloTrust estime qu'avec sa capacité, actuelle, il lui faudra de 8 à 10 ans pour déminer les zones hautement prioritaires dans trois des quatre provinces où l'ONG mène actuellement des opérations.

« Pour que le but fixé en matière de déminage puisse être atteint, il est essentiel que l'intérêt des donateurs ne faiblisse pas. La poursuite à long terme du financement doit être assurée pour pouvoir dresser des plans correspondant aux besoins », souligne Gerhard Zank.

Prévention des incidents

Les souffrances infligées aux civils sans méfiance ne sont pas les seuls ravages causés par les mines. Ce fléau entrave la réinstallation de dizaines de milliers de personnes déplacées pendant la guerre, et il contribue à freiner le développement général du pays.

Afin d'empêcher que de nouveaux incidents se produisent, une action est menée tant auprès des résidents que des personnes de retour dans leur région d'origine : des informations sont diffusées sur les dangers des mines et la population apprend à réduire au minimum les dangers que ces engins représentent. Malgré ces efforts, un accident s'est produit récemment à Bairro Fatima : deux enfants se sont élancés en courant dans un champ de mines pour aller voir les avions à l'aéroport. Une mine a explosé, les tuant tous deux.

« Ces enfants venaient de la ville de Huambo. Les habitants de Bairro Fatima savent que cette zone est dangereuse », nous explique Teresa Chilombo.

Feliciana est d'accord avec elle. Cette fillette de 13 ans confirme que ni elle ni ses amis ne jouent dans cette zone. « Nous avons appris à l'école que nous devons être prudents. Les instituteurs nous ont montré à quoi ressemblent les mines et comment le danger est signalé ».

Importance de la collecte de données

La Croix-Rouge angolaise est l'une des organisations qui s'emploie actuellement à essayer d'attirer l'attention de la population sur le danger des mines dans les communautés touchées par ce fléau. Malheureusement, malgré le risque, comme cela se passe à Bairro Fatima, certaines personnes continuent de se rendre dans des zones dangereuses, souvent pour des motifs d'ordre économique. Il est peu probable que le simple fait de fournir davantage

d'informations sur les dangers des mines suffise à modifier un comportement à risque motivé par de telles raisons.

Par conséquent, les organisations actives dans la formation à la réduction des risques dus aux mines doivent faire en sorte qu'un soutien soit apporté à la population locale pour l'aider à trouver des solutions valables à long terme pour régler ses problèmes. Il faudra du temps pour relever ce défi, mais la tâche n'est pas insurmontable.

« Notre programme de sensibilisation appuie les efforts déployés dans le domaine du déminage. Nous rassemblons des informations sur l'emplacement des mines et des munitions non explosées qui causent des problèmes à la population », explique Kiala Simão, coordonnateur du Programme national de la Croix-Rouge angolaise de la formation à la réduction des risques.

Un problème qui prendra fin

« Certes, les mines doivent être enlevées. Par contre, à la différence du paludisme, par exemple, le problème des mines prendra fin », précise Gerhard Zank. « Une fois enlevées, elles ne reviendront plus ».

À San Antonio, une autre zone minée située dans la banlieue de Huambo, les démineurs font éclater quatre engins qu'ils ont découverts dans la journée. Entendant ces explosions, un jeune homme amputé d'une jambe prend fermement appui sur ses béquilles et lance un cri de victoire.

« J'ai eu la jambe arrachée par une mine. C'est important que le déminage continue », dit-il, alors que la fumée des détonations obscurcit le ciel. « Il reste encore beaucoup de mines à retrouver et à détruire ; mais, au moins, en voilà quatre qui ne pourront plus faire de victime ».

Par **Lena Eskeland**,
déléguée CICR, Angola

Le texte de ces récits peut être cité intégralement ou en partie ; si le texte est repris dans son intégralité, le nom de l'auteur et la délégation du CICR sont à mentionner.

Des images haute résolution pour impression peuvent être obtenues auprès du Centre de documentation et d'information du CICR (CID) – cid.gva@icrc.org ou +41 22 730 20 30.

Si un contact direct est souhaité avec l'auteur du texte ou les personnes mentionnées dans le récit, prière de se mettre en rapport avec Lena Eskeland à luanda.lua@icrc.org ou avec Camilla Waszink à weapons.gva@icrc.org ou +41 22 730 26 67.